

# Les shérifs de la régulation des cryptomonnaies débarquent

Les régulateurs commencent à vouloir encadrer les cryptomonnaies dont celle de Facebook. Un mouvement que saluent certains acteurs.

Par Eric Albert - Publié le 25 Juin 2019 à 00h21



Le cours du bitcoin a rebondi après sa violente chute en 2018. Il s'approche de nouveau de la barre des 10 000 dollars. DADO RUVIC / REUTERS

Qu'on les admire ou qu'on les déteste, les cryptomonnaies sont désormais installées. L'annonce de Facebook, le 18 juin, de lancer la sienne – le libra – l'illustre. Et si le cours du bitcoin continue à osciller furieusement, il a rebondi après sa chute en 2018, et il s'approche de nouveau de la barre des 10 000 dollars, soit 8 784 euros (après un pic à 17 000 dollars fin 2017 et un creux à 3 000 dollars l'année suivante).

Si bien que les régulateurs des principales places financières de la planète commencent à mettre en place des cadres pour ces ovnis de la finance. De Singapour à Londres en passant par Paris, les shérifs débarquent au Far West des monnaies virtuelles. La France, qui préside cette année le G7, a décidé de mettre sur pied un groupe de travail consacré aux projets de cryptomonnaies dont celui de Facebook.

Certains acteurs du marché affirment les accueillir à bras ouverts. « *Le nerf de la guerre sera d'être régulé* », revendique Lionel Fournier. Cet ancien de la BNP et de Bank of America Merrill Lynch travaille depuis 2018 pour BitSpread, une start-up de douze personnes installée à Singapour et à Londres. Lui qui a longtemps été

sceptique face à l'essor des cryptomonnaies estime qu'elles sont en train de se normaliser.

*« L'objectif est de convaincre l'argent traditionnel, celui des fonds de pension ou des gérants institutionnels, de venir vers cette nouvelle frontière. Mais il faut, pour cela, avoir des structures pérennes et sûres. »* Ce qui nécessite d'être reconnu et encadré par les régulateurs.

## **Un foisonnement sans doute impossible à arrêter**

Ces derniers commencent à le faire. Singapour et la Suisse ont fait partie des précurseurs. En France, la loi Pacte vient d'autoriser les fonds d'investissement en cryptomonnaies. Au Royaume-Uni, le régulateur, la Financial Conduct Authority (FCA), a lancé une consultation sur le sujet et doit publier sa stratégie cet été.

« Pour l'instant, une cryptomonnaie au Royaume-Uni n'est pas régulée, elle est traitée comme s'il s'agissait d'argent liquide, explique Jérôme Lussan, directeur de Laven Partners, une société spécialisée dans la régulation financière. Cela signifie qu'on peut arriver de n'importe où et mettre son argent dans des cryptomonnaies sans qu'aucune question ne soit posée. » Il demande que la FCA classe le bitcoin et les autres cryptomonnaies comme des « instruments financiers ». Automatiquement, les règles contre le blanchiment d'argent s'appliqueraient.

Selon lui, la situation des devises virtuelles ressemble « à celle des fonds spéculatifs, il y a vingt ans ». Le foisonnement est réel et sans doute impossible à arrêter, et l'industrie financière commence à s'étendre dans le secteur.

Ainsi, il existe désormais des « fonds de fonds » de cryptomonnaies (fonds d'investissement qui investissent dans d'autres fonds), appréciés des grands gérants institutionnels. Quelques produits dérivés se mettent en place.

## **Mettre de l'ordre dans la jungle des quelque 231 plates-formes d'échange de cryptomonnaies qui existent à travers le monde**

La plupart des grandes banques ont des projets de cryptomonnaies. JPMorgan a lancé en février sa propre monnaie virtuelle, pour permettre des transferts d'argent instantanés entre les comptes de ses clients. ICE, la société qui possède la très officielle Bourse de New York, est en train de créer une place financière pour les bitcoins, Bakkt. Le projet vise à mettre de l'ordre dans la jungle des quelque 231 plates-formes d'échange de cryptomonnaies qui existent à travers le monde.

Imad Warde dirige HedgeGuard, une entreprise française d'une quarantaine d'employés fournissant des systèmes informatiques pour faire du courtage. Depuis dix-huit mois, il a développé une branche spécialisée dans les cryptomonnaies. « Je n'ai pas de religion en ce qui concerne ces monnaies, j'ai simplement répondu à la très forte demande de mes clients. » Lui aussi tient un discours pro-régulation, afin de rassurer les investisseurs.

Manque de sécurité autour des dépôts en bitcoins Il estime que la blockchain, la technologie sous-jacente aux monnaies virtuelles, permet de beaucoup mieux superviser les circuits de l'argent. «Bien sûr qu'il y a du blanchiment d'argent dans les cryptomonnaies, mais il y en a encore plus dans le système financier traditionnel. Avec la blockchain, chaque transaction est enregistrée et transparente. Il est possible de revenir en arrière et de retracer le circuit de l'argent.»

Pour l'instant, ce discours optimiste est loin de convaincre l'ensemble des régulateurs. La FCA britannique a tiré la sonnette d'alarme. Elle estime que les fausses publicités sur Internet, qui promettent des rendements alléchants et des méthodes d'enrichissement rapide, font des ravages. Aux Etats-Unis, le lancement de Bakkt est bloqué par le régulateur américain, la Commodity Futures Trading Commission, qui s'inquiète du manque de sécurité autour des dépôts en bitcoins.

Les cryptomonnaies représentent pour l'instant une goutte d'eau dans l'océan de la finance mondiale. Une étude de la FCA estime que 3% des Britanniques ont un jour acheté une de ces monnaies virtuelles, la moitié d'entre eux investissant moins de 200euros. Mais leur présence semble désormais incontournable.